

SYNTHESE DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL « CULTURE RADIOPROTECTION »

« Conditions et moyens du développement d'une culture pratique de radioprotection au sein de la population en situation post-accidentelle »



La Commission 2 « phase de long terme » du CODIRPA a proposé la mise en place du Groupe de travail « Culture Pratique de Radioprotection », dans l'objectif d'identifier les conditions nécessaires au développement d'une culture de radioprotection au sein des populations ainsi que chez les professionnels de l'éducation et de la santé.

En effet, il a été identifié qu'une des conditions de la réhabilitation à long terme des conditions de vie dans des territoires contaminés par la radioactivité réside tout d'abord dans l'existence d'une culture de radioprotection partagée par tous les acteurs, principalement au niveau local. Cette culture a pour objectifs de permettre aux personnes résidant dans les territoires contaminés de :

- Comprendre les risques liés à la radioactivité déposée dans l'environnement et les moyens de limiter leur propre exposition ;
- Appréhender, par la mesure, le niveau de contamination du territoire et des denrées ;
- Avoir les moyens d'apprécier par eux-mêmes l'utilité et d'évaluer l'efficacité des actions de protection mises en œuvre ou à mettre en œuvre.

En situation post-accidentelle, la population aura certainement besoin d'être écoutée, guidée et conseillée. De nombreux acteurs institutionnels interviennent dans le champ de la radioprotection, mais ne sont que rarement en contact direct avec la population. Une médiation entre les acteurs institutionnels nationaux et la population locale est donc nécessaire. De plus, les questions liées à la santé sont complexes et relèvent parfois de domaines intimes. Elles ne peuvent donc être posées que dans un cadre de confiance et la réponse à y apporter a besoin d'être personnalisée. Il convient également de souligner que la population locale doit être en mesure de participer aux décisions relatives à sa protection dans la phase post-accidentelle et qu'elle doit de ce fait disposer des outils nécessaires à sa participation.

Plusieurs catégories d'acteurs ont été identifiées par le GT comme vecteurs potentiels de culture de radioprotection auprès de la population en situation post-accidentelle. Ces différents acteurs, souvent proches de la population, ont également souvent des liens avec les institutions nationales de la radioprotection, notamment dans les milieux de l'expertise et de la recherche. Il s'agit principalement :

- Des enseignants et plus largement des acteurs de la « culture scientifique » ;
- Des professions médicales ;
- Des associations locales, de riverains, de protection de l'environnement.

Le GT a retenu deux axes de travail, qui ont structuré la réflexion et l'organisation des réunions :

- Identification des principales caractéristiques et éléments qui constituent la culture de radioprotection en situation post-accidentelle ;
- Réflexion sur les relais et modalités de diffusion de la culture de radioprotection auprès des élèves et des patients (pour la phase de préparation et pour la phase post-accidentelle).

L'expérience des participants dans le domaine de la culture de radioprotection a permis de définir des critères de développement de la culture de radioprotection en temps normal et en situation post-accidentelle :

- privilégier un discours pratique et encourager l'expérimentation notamment la mesure de la radioactivité,
- permettre à chacun de donner du sens aux mesures et aux informations touchant la radioprotection,
- diversifier les sources d'information dans un souci de pluralisme et de prise en compte des enjeux locaux,
- promouvoir une approche globale des problématiques de radioprotection,
- favoriser le développement de réseaux associant les acteurs concernés et les experts de la radioprotection.

Le GT a également identifié des moyens existants de diffusion de la Culture de Radioprotection et évoqué les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour accompagner la vie des populations en territoire contaminé.

1. Les enseignants et les professionnels de la culture scientifique

Le groupe de travail a identifié que les enseignants et, plus largement, les acteurs de la culture scientifique, notamment les Centres de Culture Scientifique Technique et Industrielle, sont des acteurs clés pour :

- Intégrer les concepts et méthodes de la radioprotection au sein du socle des connaissances scolaires et au sein des projets de développement de la culture scientifique ;
- Accompagner les élèves dans la réalisation de projets pratiques, portant notamment sur leur environnement local ;
- Relayer les « bonnes pratiques » d'hygiène personnelle, d'alimentation et de mode de vie, surtout auprès des plus jeunes ;
- Mobiliser les populations pour inciter celles-ci à adopter attitude de vigilance face à la radioactivité présente de façon chronique dans l'environnement quotidien ;
- Eventuellement orienter les élèves vers des professionnels de la santé, si des problèmes de santé sont identifiés.

Cependant, exercer cette responsabilité demande, au préalable, une appropriation des concepts et outils de la radioprotection. Cette appropriation peut être facilitée par le biais de réseaux associant des spécialistes de différents domaines en lien avec des acteurs locaux, disposant d'informations solides et impliqués dans un accompagnement pour la réalisation de projets pratiques.

2. Les acteurs associatifs et les Commissions Locales d'Information (CLI)

Le groupe de travail a identifié que les acteurs associatifs ainsi que les Commissions Locales d'Information autour des installations nucléaires sont des acteurs clés pour :

- Organiser des événements de diffusion d'information sur la radioprotection et de débat autour des enjeux locaux ;
- Faciliter la compréhension, par les élus et la population, des informations fournies par les exploitants et les pouvoirs publics ;
- Faciliter l'organisation de réseaux de citoyens informés et éventuellement acteurs de la surveillance environnementale ;
- Accompagner les personnes dans les démarches médicales et les procédures d'indemnisation.

Cependant les acteurs associatifs impliqués dans le groupe de travail ont souligné les difficultés rencontrées pour mobiliser les populations pour la mise en œuvre d'actions portant sur les problématiques post-accidentelles.

3. Les professionnels de santé des territoires contaminés

L'expérience des crises sanitaires récentes, notamment l'épidémie de grippe H1N1, a montré que les professionnels de santé locaux constituent un maillon indispensable des dispositifs de santé publique.

Le groupe de travail a identifié que les professionnels de santé des territoires contaminés, de par leur proximité avec la population, semblent bien placés pour :

- Faciliter l'expression des inquiétudes exprimées par la population ;
- Répondre au besoin d'information sur la radioactivité de façon personnalisée ;
- Donner des indications pour l'interprétation des résultats de mesure ;
- Proposer des actions de protection adaptées à chaque situation particulière ;
- Recueillir des informations sur la situation sanitaire et son évolution et éventuellement organiser l'alerte.

Pour remplir ces missions, les professionnels de santé ont besoin d'une formation solide qui leur permette de développer leur capacité d'analyse. En effet, il a été identifié qu'une forte proportion de ces professionnels n'ont pas ou peu de connaissances sur les rayonnements ionisants et la radioprotection. Une formation à la radioprotection doit être faite en amont d'une situation post-accidentelle, si on souhaite que ces professionnels puissent s'investir dès les premiers moments de la phase post-accidentelle.

Cependant les professionnels de santé n'ont que peu de temps à accorder à de telles formations. Il est donc assez difficile de les mobiliser, en temps normal. Il semble donc opportun de développer des sujets, en lien avec la radioprotection, qui soient susceptibles, soit d'intéresser les professionnels dans leur pratique quotidienne, en lien avec les questions posées par les patients (radon, qualité de l'air intérieur, éventuellement rayonnements non ionisants...), soit d'envisager des questions liées à des problématiques médicales, notamment dans le domaine de l'imagerie médicale et de la radiothérapie.

4. Quelques éléments de conclusion

Dans le domaine de l'enseignement comme dans le domaine médical, les acteurs locaux ont besoin :

- d'une sensibilisation/formation adaptée au rôle qu'ils auraient à jouer en situation post-accidentelle et intégrée aux pratiques courantes ;
- du support et de l'écoute des experts de différentes disciplines ;
- de la structuration de réseaux d'acteurs sensibilisés/formés facilitant la mobilisation des acteurs locaux et la compréhension de l'information ;
- d'un lieu de dialogue et de partage avec les acteurs locaux.